

Daniel Marmet, économiste à la Banque cantonale de Zurich

Claudia d'Arpizio, responsable de l'étude sur le marché mondial du luxe pour Altgamma

FF ANGELA DE WOLFF

L'investisseur devrait exiger la traçabilité de ses placements

Ambition. Une association créée à Genève entend regrouper les expertises pour faire de la Cité de Calvin le cœur de la réflexion et de l'action pour une finance durable.

Vous présidez l'association Sustainable Finance Geneva qui vient d'être créée. Quels sont ses objectifs?

Nous souhaitons promouvoir un mode d'investissement cherchant à concilier performance financière et développement durable; en prenant en compte des critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance d'entreprise. Ce projet est né il y a deux ans, à l'occasion de rencontres régulières entre une quinzaine de personnes, aujourd'hui membres du comité de Sustainable Finance Geneva (SFG): des spécialistes de l'investissement socialement responsable (ISR), de la recherche et de la notation sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), de la microfinance, de la philanthropie, de la responsabilité sociale des entreprises ou, encore, de l'entrepreneuriat social. Autant de compétences – présentes à Genève – qui, en se fédérant, pourront plus utilement œuvrer à un développement de l'investissement responsable. Notre association veut promouvoir Genève comme capitale de la finance durable.

En quoi Genève vous paraît-elle apte à jouer ce rôle de leader?

Cette place financière est très active en gestion de fortune; or, les titulaires de portefeuilles importants sont de plus en plus nombreux à réclamer la prise en compte des critères éthiques. Par ailleurs, certaines banques privées genevoises ont été parmi les premières à créer des fonds de placements ISR. La fondation Ethos – qui pratique un actionariat actif – a également été créée à Genève. Son



FRANÇOIS WAFFREZIO

directeur adjoint est au nombre des fondateurs de SFG; de même que l'un des créateurs de Wise, conseil en philanthropie; le CEO de Centre Info, expert en notation sur ces critères sociaux et environnementaux; le CFO de BlueOrchard et le cofondateur de Symbiotics, qui lèvent des fonds pour le microcrédit, et quelques autres... Genève est aussi le siège le

l'UNEP FI (United Nations Environment Programme Finance Initiative), à l'origine des PRI (Principles for Responsible Investment).

Avec autant d'expertises, Genève avait-elle besoin d'une nouvelle association?

Les experts sont là, mais il y a encore dans de nombreuses banques une grande

méconnaissance des outils à disposition des gestionnaires soucieux d'investir de manière durable. De ce fait, ces possibilités ne sont pas présentées aux clients susceptibles de s'y intéresser. Or, nous partons du principe que chaque investisseur devrait exiger la traçabilité de ses placements; comme un consommateur s'interroge sur la façon dont a été fabriqué le produit qu'il achète.

L'investissement durable n'est-il pas devenu un outil de marketing pour vendre des fonds dont la composition ne diffère guère de celle de produits classiques?

Il est probable que des labels de qualité vont naître, pour permettre à l'investisseur de faire un choix éclairé. Des caisses de pension hollandaises ont, par exemple, découvert à l'occasion d'un reportage télévisé qu'elles investissaient indirectement dans la production de bombes à fragmentation. Cette émission a eu un énorme impact et a amené les gestionnaires des fonds de pension à se pencher sur la composition des fonds de placement qu'ils détenaient. La finance, via les choix d'investissements, a le pouvoir d'orienter l'économie de demain. Pour la seule Europe, on estime que 2700 milliards d'euros sont d'ores et déjà investis en respectant l'une ou l'autre des approches prônées par l'investissement responsable.

PROFIL

ANGELA DE WOLFF
Présidente de Sustainable Finance Geneva
2007
Fondatrice et CEO de ConSer Invest, conseil investissement socialement responsable.
2000-2006
Membre, puis responsable de l'équipe SRI chez Lombard Odier Darier Hentsch & C^{ie}.
1994-1999
Analyste financier chez Darier Hentsch & C^{ie}.
1991-1993
Consultante chez Andersen à Genève et à Paris.

liards d'euros sont d'ores et déjà investis en respectant l'une ou l'autre des approches prônées par l'investissement responsable.

Quelles seront les activités de SFG?

Nous avons créé un site internet où nos membres peuvent télécharger les dernières recherches en matière d'ISR, de

technologies protectrices de l'environnement, de microfinance ou de philanthropie. Nous allons par ailleurs inviter régulièrement des orateurs de renom: en janvier Matt Christensen, directeur général d'Eurosif – un des sites de référence en IRS – sera à Genève. Nous prévoyons quatre salons en 2009. SFG soutiendra aussi, en mars prochain, une grande conférence qui présentera les divers thèmes liés à l'investissement durable. Des «Midi de la finance durable» accueilleront des spécialistes prêts à dialoguer avec nos membres.

La Suisse a développé tôt une expertise, mais ses caisses de pension investissent peu en fonds «durables»...

La croissance en Suisse du marché de l'investissement durable a été considérable – avec 34 milliards de francs à fin 2007 – mais elle a surtout été portée par des achats d'investissements privés. A l'étranger, l'intérêt des investisseurs institutionnels a été soutenu par des législations imposant aux caisses de pension publiques d'être transparentes et proactives en la matière. On fait appel aux experts suisses: le Fonds de réserve pour les retraites français a sélectionné deux gérants helvétiques sur cinq mandats.

DES LABELS DE QUALITÉ VONT NAÎTRE POUR PERMETTRE À L'INVESTISSEUR DE FAIRE UN CHOIX ÉCLAIRÉ.

Ne vous lancez-vous pas au pire moment? Les investisseurs en sont peut-être à rechercher le rendement à tout prix...

J'estime au contraire que cette crise a révélé les excès de la recherche de rendement à court terme, voire à très court terme, et que l'on va de nouveau demander à la finance d'être au service du long terme, et donc de l'économie réelle. Il est à relever qu'aujourd'hui il n'y a aucune incitation à être actionnaire de long terme: que l'on détienne une action d'une entreprise pendant dix ans ou deux heures, cela ne change en rien la fiscalité du gain. ○

PROPOS RECUEILLIS PAR GENEVIÈVE BRUNET



DÉCRYPTAGES

GENEVIÈVE BRUNET

LE PIÈGE MONÉTAIRE SE REFERME

La fuite vers la qualité pousse les investisseurs à rechercher les devises réputées solides, tel le dollar ou le franc suisse. Cette lame de fond fera perdre leurs maisons à de nombreuses familles hongroises, polonaises, ou roumaines. Croyant faire une bonne affaire, elles avaient emprunté il y a quelques années en dollar, euro ou franc pour profiter de taux d'intérêts plus bas que ceux alors pratiqués par les banques locales pour les prêts octroyés en florint, zloty et leu. La crise financière a fait voler en éclats ces astucieux calculs. Les devises d'Europe de l'Est ont dévissé face au dollar, au franc ou à l'euro. Résultat: la dette devient insupportable pour nombre d'habitants des pays de l'ex-bloc communiste qui

n'ont pas encore adopté l'euro. Les augmentations de la charge mensuelle d'un prêt hypothécaire privé peuvent ainsi atteindre 25%... Le pompier FMI apportera un ballon d'oxygène aux gouvernements qui peinent à payer leurs fonctionnaires. Il ne sauvera pas de l'asphyxie les emprunteurs audacieux, endettés dans une devise étrangère. Pour traverser le gel de l'immobilier qui menace de paralyser de nombreux pays, les propriétaires devront se persuader qu'une moins-value est virtuelle tant que l'on n'a pas vendu, en restant stoïques face à de fortes chutes de prix. Et, surtout, ils devront rester capables d'assumer la charge de la dette, quoi qu'il leur en coûte. ○

POUR TRAVERSER LE GEL IMMOBILIER QUI MENACE DE NOMBREUX PAYS.